

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/Q1/POL/3

19 avril 1999

(99-1534)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

Réponses aux questions posées par la TURQUIE¹ et les ÉTATS-UNIS²
au sujet de la notification présentée par la POLOGNE³

La Mission permanente de la Pologne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 avril 1999.

QUESTIONS DE LA TURQUIE

Question 1

La Pologne pourrait-elle donner d'autres explications sur la mise en œuvre de l'article 22.1 de sa Loi sur les sauvegardes?

Réponse

L'article 22 de la Loi du 11 décembre 1997 sur les sauvegardes contre l'importation excessive de produits sur le territoire douanier polonais (ci-après dénommée "la Loi") prévoit la restitution du droit de douane provisoire dans les cas où la procédure s'est achevée sans qu'une mesure finale n'ait été imposée. Dans pareille situation, s'il décide d'interrompre la procédure sans imposer de mesure de sauvegarde, le Ministre de l'économie annulera la décision d'appliquer des mesures provisoires, comme le prévoit l'article 22.1 de la Loi.

Suite à cette décision, les autorités douanières qui ont déjà perçu le droit provisoire restitueront à la partie concernée le montant correspondant si celle-ci présente une demande par écrit en joignant l'original de la quittance de paiement et les documents qu'il lui avait fallu fournir pour la détermination de la désignation douanière des produits, aux termes de l'article 22.2 de la Loi. La partie concernée sera remboursée dans les 30 jours suivant la date à laquelle la décision de restitution aura été prise, conformément à l'article 22.4 de la Loi. Aucun intérêt ne sera versé sur le droit de douane provisoire restitué (article 22.5 de la Loi).

¹ Document G/SG/Q1/POL/2.

² Document G/SG/Q1/POL/1.

³ Document G/SG/N/1/POL/2.

Question 2

Dans le cadre de la Loi sur les sauvegardes, quelles mesures, autres qu'une augmentation des droits de douane, peuvent être appliquées en tant que mesures de sauvegarde provisoires?

Réponse

La Loi établit les mesures et les procédures de sauvegarde contre l'importation excessive de produits sur le territoire douanier polonais qui proviennent aussi bien des pays Membres que des pays non Membres de l'OMC. C'est pourquoi elle contient quelques dispositions spécifiques qui ne s'appliqueront qu'à ce dernier groupe.

En ce qui concerne les mesures provisoires appliquées à l'égard des Membres de l'OMC, elles prendront uniquement la forme d'un droit de douane additionnel, conformément à l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes. Pour éviter tout problème d'interprétation, certaines modifications à ladite loi ont été prévues, dont la substitution du mot "devront" au mot "pourront" à l'article 8.

Quant aux pays non Membres de l'OMC, la Pologne se réserve le droit d'appliquer à leur égard d'autres mesures de sauvegarde, même si elle ne l'a jamais fait jusqu'ici.

Question 3

La législation polonaise prévoit-elle une compensation pour les Membres affectés, comme il est prescrit à l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes lorsqu'une mesure de sauvegarde est imposée?

Réponse

La Loi ne prévoit pas de compensation pour les Membres affectés. Cependant, l'article 1.3 dispose que les mesures et les procédures de sauvegarde prévues dans la Loi seront appliquées dans le respect des prescriptions énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes. Par conséquent, le Ministre de l'économie est tenu de satisfaire à toutes les prescriptions de l'Accord qui n'ont pas été intégrées dans la Loi et qui comprennent, entre autres choses, la nécessité de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent à celui qui existe en vertu du GATT de 1994.

QUESTIONS DES ÉTATS-UNIS

Question 1

L'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes mentionne certaines prescriptions relatives à une enquête menée par des autorités compétentes, à la publication d'un avis, à des auditions publiques et autres moyens appropriés par lesquels les parties intéressées peuvent présenter des éléments de preuve ainsi que leurs vues, et à la publication d'un rapport exposant les constatations et les conclusions sur les points de fait et de droit pertinents. En dehors des procédures énoncées à l'article 16 de la Loi polonaise sur les sauvegardes, comment la Pologne envisage-t-elle de mettre en œuvre ces prescriptions?

Réponse

La Loi du 11 décembre 1997 sur les sauvegardes contre l'importation abusive de produits sur le territoire douanier polonais (ci-après dénommée "la Loi") contient deux dispositions se rapportant à la prescription relative à la publication d'un avis. L'article 14.1 de la Loi autorise le Ministre de

l'économie à engager une procédure de sauvegarde par la voie d'un règlement, dont le texte sera publié dans le Journal officiel de la République de Pologne, le "Monitor Polski", conformément à l'article 2.3 de la Loi.

Quant aux auditions publiques ou aux autres moyens appropriés par lesquels les parties intéressées peuvent présenter des éléments de preuve ainsi que leurs vues, la question est traitée à l'article 16 de la Loi. Cet article porte que les parties concernées pourront donner des explications, présenter des demandes et des observations et communiquer des éléments de preuve à l'appui de leurs opinions. Tous les renseignements peuvent être présentés par écrit ou oralement, auquel cas ils devront également être consignés par écrit.

Quant à la publication d'un rapport aux termes de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, toutes les constatations et les conclusions sur les points de fait et de droit pertinents seront consignées dans l'argumentation écrite (l'avis motivé) à l'appui de la décision du Ministre de l'économie d'imposer une mesure de sauvegarde. La décision et sa justification seront annoncées dans le Journal officiel de la République de Pologne, le "Monitor Polski", conformément à l'article 2.3 de la Loi.

Question 2

L'article 7:1 de l'Accord sur les sauvegardes dispose qu'un Membre n'appliquera des mesures de sauvegarde que pendant la période nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et "faciliter l'ajustement". L'article 7 de la Loi polonaise sur les sauvegardes ne contient pas la dernière partie de la prescription, à savoir "faciliter l'ajustement". La Pologne envisage-t-elle de tenir compte de cette prescription au moment de déterminer s'il convient d'appliquer une mesure et, dans l'affirmative, jusqu'à quel point et pendant quelle période? Les industries polonaises seront-elles tenues de présenter des plans d'ajustement ou encouragées à le faire?

Réponse

L'article 7 de la Loi ne contient pas la partie de la prescription qui vise à "faciliter l'ajustement" prévue à l'article 7:1 de l'Accord. Cependant, l'article 1.3 de la Loi dispose que les mesures et les procédures de sauvegarde prévues dans ladite loi seront appliquées dans le respect des prescriptions énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes. Cela a pour effet d'obliger le Ministre de l'économie à satisfaire à toutes les prescriptions de l'Accord qui n'auront pas été intégrées dans la Loi et qui comprennent, entre autres choses, la nécessité de procéder à des analyses qui faciliteront l'ajustement de l'industrie polonaise concernée et qui permettront de déterminer la portée et la durée de la mesure de sauvegarde en question. Ces analyses seront effectuées au cas par cas.

Pour éviter tout problème d'interprétation, il a été prévu d'apporter quelques modifications à ladite loi, entre autres en y ajoutant la dernière partie de la prescription visant à "faciliter l'ajustement" énoncée à l'article 7:1 de l'Accord.
